



DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
Unité territoriale Tarn-Aveyron

**Arrêté de mise en demeure du 18 JAN. 2016**  
**concernant une carrière d'ardoise exploitée par la SARL ARDOISIERE DE DOURGNE**  
**au lieu-dit *Limatgé*, sur le territoire de la commune de Dourgne**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.516-1, R.516-1 et R.516-2 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;
- Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 autorisant la SARL *ARDOISIERE DE DOURGNE* sise route d'Arfons, 81110 Dourgne, à exploiter, à ciel ouvert, une carrière d'ardoise au lieu-dit *Limatgé*, sur le territoire de la commune de Dourgne ;
- Vu le courrier de la DREAL en date du 3 juin 2015 rappelant à la SARL *ARDOISIERE DE DOURGNE* son obligation de renouveler sans délai les garanties financières de la carrière qu'elle exploite ;
- Vu le rapport de la DREAL en date du 14 décembre 2015 ;
- Considérant que les garanties financières de la carrière, d'un montant de 79 847 €, sont constituées jusqu'au 26 décembre 2015 ;
- Considérant que ces garanties financières auraient dû être renouvelées au moins 6 mois avant cette date d'échéance ;
- Considérant que les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans ;

Considérant que le non renouvellement des garanties financières constitue un non-respect de la prescription GF 2 annexée à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

**arrête**

**Article 1**

La SARL *ARDOISIERE DE DOURGNE* sise route d'Arfons, 81110 Dourgne, est tenue de renouveler **sous un mois**, à compter de la notification du présent arrêté, les garanties financières de la carrière de granite qu'elle exploite au lieu-dit *Limatgé*, commune de Dourgne.

**Article 2**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL *ARDOISIERE DE DOURGNE* et dont une copie est déposée à la mairie de Dourgne pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande. Une copie de cet arrêté est transmise pour information au sous-préfet de Castres.

Albi, le **1 8 JAN. 2016**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Laurent GANDRA-MORENO

**Délais de recours** : Le présent arrêté peut être déféré par l'exploitant au tribunal administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse cedex 7, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.